

AVANT-PROPOS

En 1945, le gouvernement d'union nationale, sous l'impulsion du général de Gaulle, tournait la page des heures sombres de la Collaboration, du racisme, de l'antisémitisme. Il se débarrassait pour la première fois depuis des décennies de l'extrême droite et du populisme qui avaient ravagé l'Europe entière.

L'URSS protégeant le Parti communiste, il faudra attendre l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir pour assister à la lente décrue de l'extrême gauche en France. Pour autant, et de façon paradoxale, c'est sous son septennat que l'extrême droite française renaîtra de ses cendres.

Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen se retrouvera au second tour de l'élection présidentielle, obligeant Jacques Chirac à un jeu d'équilibriste stérile où le gouvernement d'union nationale s'évaporerait aussi vite que le large rassemblement du second tour de l'élection présidentielle.

Dans le monde entier, les populismes, les extrémismes, attisés par le chômage, les nouveaux flux migratoires, les problèmes non résolus, le manque

de transparence et de courage politique, provoquent conflits, repli sur soi et défiance.

La France est malade et l'Europe au bord de la fracture. Symptomatique est le cas de la Grande-Bretagne, plus grande nation résistante de la Seconde Guerre mondiale, qui en juin 2016 se cherchait un avenir avec l'Union européenne et choisit de dériver, laissant l'Europe blessée, affaiblie et dans le doute. Couronnant le tout, l'Autriche décidait de s'offrir un troisième tour à l'élection présidentielle, ravivant la peur du basculement. Les sirènes populistes de tous bords envahissent progressivement tous les esprits, y compris ceux qui s'étaient juré de ne jamais faillir. L'ombre brune ternit les tons pastels de l'Europe.

Jamais en apparence la défiance des citoyens envers leur classe politique nationale et européenne n'a été aussi marquée et virulente. En France, l'introduction des primaires à gauche et à droite, qui aurait pu donner un nouveau souffle démocratique, ne change rien, tant la crédibilité de la classe politique semble atteinte par le jeu des ego.

Il convient de nuancer.

Le discrédit de la classe politique, cette perte de la parole ne sont pas un phénomène nouveau. On dit que la classe politique n'a jamais été autant décriée, mais c'est faux !

En 1993, déjà, Alain Juppé écrivait : « Y a-t-il aujourd'hui espèce animale plus décriée que l'*Homo politicus*, incompetent, inutile, menteur, voleur ? [...] Voilà quelques-unes des épithètes qu'on me décerne

volontiers. On peut ne voir dans ce rejet de la politique et de nos politiques qu'un mode récurrent et se résigner au discrédit en attendant que les temps changent. Ce n'est pas mon cas, je ne m'y fais pas, et j'ai voulu le dire. » Et de conclure : « J'ai voulu dire ma révolte devant la présomption de malhonnêteté qu'on fait peser sur l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler la classe politique¹. »

Depuis, qu'y a-t-il de changé ? Certainement pas l'offre politique classique des grands partis et de leurs représentants. En effet, à quelques rares exceptions près et à la différence des grands pays européens qui nous entourent, peu de quadras se renouvellent et changent au fil du temps. Finalement, comme l'espérance de vie en France, l'homme politique à la française a une longévité au-dessus de la moyenne !

Ce qui, en revanche, a changé dans l'offre politique actuelle, ce sont les nouveaux modes de communication et d'expression qui renouvellent, grâce aux nouveaux médias, l'expression démocratique, sans parvenir encore à changer les règles de notre système politique.

C'est aussi l'arrivée du Front national.

Ainsi, dans le même temps, frémit un vaste appel citoyen, toutes tendances politiques confondues, au soutien et au réenchantement des valeurs fondatrices de nos démocraties, sérieusement menacées par un rejet réel des grandes familles politiques traditionnelles.

1. Alain Juppé, *La Tentation de Venise*, Grasset, 1993.

Face à la diabolisation dangereuse et néfaste dont elles font l'objet de la part de l'extrême droite, et dont, malgré tout, témoigne ce mouvement réel, sincère et profond de désenchantement qui monte, il apparaît urgent de poser le débat de l'avenir des grandes familles politiques. Le renoncement de Nicolas Hulot, le désarroi de ses soutiens illustrent la fermeture des fenêtres de la démocratie. Il semble pourtant essentiel qu'une telle initiative vienne de la base, sincèrement préoccupée par l'avenir de notre pays.

L'heure n'est plus de savoir qui de la gauche ou de la droite prendra les rênes du pays et qui dans ces formations est le mieux placé pour l'élection présidentielle de 2017, mais sur quelle base réformatrice, transpartisane, notre pays doit être conduit par des femmes et hommes de bonne volonté, totalement prêts à changer de logiciel politique, capables d'écouter, de mobiliser et d'associer tous les Français à un nouveau projet de société.

Au-delà du slogan « UMPS », naguère lancé à la face des partis par le Front national, formule insultante et dénigrante, il est urgent que les citoyens de ces formations politiques encore attachés à leurs convictions répondent à l'extrême droite par des actes et des faits. La république des actes doit prendre le pas sur la république des mots.

La nation ne veut pas et ne doit pas se diviser par ses extrêmes, mais se réunir entre citoyens de bonne volonté. Les citoyens de toutes les sensibilités et de tous les partis, de gauche, du centre et de droite,

doivent s'unir sans parti pris pour animer le changement, la réforme et la transformation du pays et de l'Europe.

S'entêter à vouloir résoudre le problème du Front national sans se préoccuper d'offrir une nouvelle donne politique nous amènera à réduire notre pays au déclin et à l'échec. La France a besoin d'écrire une nouvelle page de sa politique et de sa République.

Si l'on donnait aujourd'hui la parole à Clemenceau, il nous dirait probablement: « La démocratie est une chose trop sérieuse pour la confier aux politiques. »

PROPOSITIONS

Les dogmes naissent souvent de la misère humaine et de notre volonté de nous organiser au mieux.

Les dogmes religieux, tout comme les dogmes politiques, ont la même racine : résoudre l'équation du passage du chaos à l'organisation, de l'ombre à la lumière.

Le dogme tue...

L'histoire du monde se résume sans discontinuité par la naissance, le développement et la mort des civilisations. Les dogmes aussi naissent et meurent. Toutefois, l'homme étant mortel, les dogmes lui survivent parfois. Mais, sans contrôle et sans transversalité, les dogmes peuvent tuer.

Pour notre nation, il faudra donc prendre position sur le dogmatisme afin de garantir à la population une sphère publique qui reste la première alliée, la première aide pour résoudre les problèmes, les douleurs, les lassitudes des citoyens.

Lorsque l'État recule dans ses fonctions essentielles d'assistance et d'aide à la personne, il fabrique immédiatement des organisations qui reprennent à leur compte ces fonctions primaires et permettent parfois aux plus partisans de développer leurs dogmes.

Le judaïsme, le christianisme, l'islam, le marxisme, le communisme, le collectivisme, le capitalisme ont toujours eu pour ambition de moderniser, d'améliorer, de défendre le progrès humain.

Ils ont parfois fonctionné, parfois apporté le progrès, mais n'ont jamais été, à eux seuls, la garantie d'un monde meilleur. Malraux disait : « Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas. » Méditons cette citation pour offrir à nos contemporains une image ouverte, raisonnable et responsable de l'intérêt général.

Soyons vigilants en matière de dogmes, le XX^e siècle en a trop souffert. Nombre de signaux de société nous avertissent qu'il faut restaurer le pays non par du bricolage ou du replâtrage, mais en reprenant notre République dans ses fondements essentiels, en retrouvant son sens originel, adapté à la vie moderne.

Un nouveau logiciel politique

Les Français sont très défiants envers les différents gouvernements. Ces méfiances successives s'agrègent et donnent l'envie d'aller voir ailleurs, de se tourner vers un modèle que l'on n'ait pas encore testé sous la V^e République.

En outre, la crise provoque chez les Français une très forte inquiétude. Ils considèrent que, face à cette situation exceptionnellement grave, des solutions exceptionnelles sont justifiées.

S'y mêlent souvent découragement et déception vis-à-vis de l'alternance des gouvernements de droite et de gauche. Les Français, désorientés, ont le sentiment qu'on ne retrouvera pas le bon cap pour surmonter nos faiblesses. Ils souhaitent donc prendre les meilleurs de droite et les meilleurs de gauche pour trouver une solution inédite.

Ils ont en réalité une conception intuitive et très approximative de ce qu'est l'union nationale. Ils n'en connaissent que l'exemple négatif et caricatural qu'en a donné le Front national et se souviennent vaguement des cohabitations.

L'union nationale, c'est le gouvernement d'Aristide Briand pendant la Première Guerre mondiale, ou encore le gouvernement provisoire formé par le général de Gaulle après la Seconde.

Les Français font le parallèle entre ces temps de guerre et la situation de guerre économique, sociale et syndicale que la France connaît aujourd'hui. Mais il ne faut pas confondre l'union nationale, mise en commun des forces de droite et de gauche au sein d'un même gouvernement, ce qui n'a jamais existé sous la V^e République, et les gouvernements d'ouverture soit vers des « techniciens », comme dans les premiers gouvernements de la V^e, soit vers le centre, comme sous Michel Rocard en 1988 et François Fillon en 2007.

En 2017, il faudra simplement permettre à des citoyens de bonne volonté, issus des formations politiques dites républicaines, de mettre en place une forme d'union que l'on pourrait comparer à un gouvernement d'union nationale. Ce serait une approche nouvelle, dont la posture ne serait pas dans le « ni droite ni gauche », ou dans le clivage droite-gauche qui s'estompe sur les principaux sujets de gouvernance, mais dans le rassemblement des Françaises et des Français.

Les enquêtes d'opinion démontrent qu'une grande majorité de Français y serait favorable. D'une vision utopique à une vision politique, le cheminement est en train de se produire.

Nicolas Sarkozy ne s'y trompait pas lorsqu'il dénonçait avec force, en mai 2016, l'échec de la coalition autrichienne – qui, selon lui, a conduit l'extrême droite et les écologistes au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Les vieilles formations politiques ont tout à craindre de la fin de la bipolarisation. Elles perdraient cette sempiternelle alternance qui les projette tour à tour au pouvoir, par adhésion à l'une ou par rejet de l'autre.

Le sondage ci-après, effectué par Harris Interactive à la demande du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, illustre cette situation. L'intuition des Français est forte, en progression rapide et constante. Lorsque les mouvements sociaux et les grèves s'achèvent, en juin 2016, et que la vague se retire, les dégâts sont immenses. Les Français

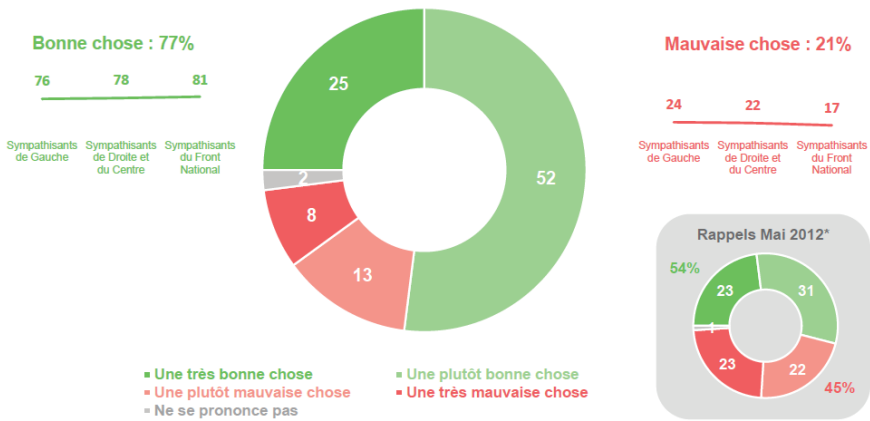
PROPOSITIONS

constatent le haut niveau de surdité des dirigeants syndicaux et politiques qui, au mépris de leurs sentiments et de leur désir de concorde, ont choisi de sacrifier les faibles lueurs d'espoir de reprise de la croissance, de légère baisse du chômage et de victoire au Championnat d'Europe de football.

77% des Français considéreraient la mise en place d'un gouvernement d'union nationale comme une bonne chose

Un « gouvernement d'union nationale » est un gouvernement composé de personnalités issues de différents partis politiques, aussi bien de la majorité que de l'opposition. Selon vous serait-il une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise chose qu'un gouvernement d'union nationale soit mis en place ?

-   tous, en % -



*Libellé de la question en mai 2012 : « Un « gouvernement d'union nationale » est un gouvernement composé de personnalités issues de différents partis politiques, aussi bien de la majorité que de l'opposition. Selon vous, à l'issue de l'élection présidentielle, serait-il une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise chose qu'un « gouvernement d'union nationale » soit mis en place, si François Hollande était élu Président de la République ? »

Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique et opinion de Harris Interactive, en fait l'analyse suivante : « Nous avons interrogé un échantillon représentatif de 1 360 personnes en novembre 2015. Que peut-on voir? Plus de sept français sur dix trouvent que la perspective d'un gouvernement

d'union nationale serait une bonne chose (77 %), et même un quart une très bonne chose (25 %). Cet avis majoritairement positif est en nette hausse par rapport à la dernière mesure effectuée par Harris Interactive pour le Forum pour la gestion des villes (54 % en mai 2012). Dans le détail, cette opinion apparaît comme plutôt consensuelle, partagée à la fois par les sympathisants de gauche (76 %), de droite et du centre (78 %) et du Front national (81 %). Pourquoi de telles réponses ? D'abord, parce que les Français considèrent qu'un tel gouvernement aurait pour effet d'"obliger les dirigeants politiques à agir collectivement pour l'intérêt de la France" (80 %), de "rassembler les Français pour faire face à la crise actuelle" (75 %) et de "conduire à une gestion et une gouvernance plus efficaces du pays" (70 %). Mais aussi parce qu'ils entrevoient une efficacité concernant la "sécurité des personnes et des biens". »

Il y a vingt ans, les Français auraient probablement rejeté cette proposition. Les événements insoutenables de l'été 2016 appellent plus que jamais à l'unité nationale, en pensée et en action. À l'heure où les populistes attisent les braises, les responsables politiques doivent garder leur sang-froid et agir en profondeur pour trouver une solution politique, c'est-à-dire répressive et préventive, pour traiter les causes dès leur genèse.

La mise en place d'un Front républicain pouvant entraîner la création d'un gouvernement d'union nationale ne nécessite aucune révision de notre

Constitution. Il fait seulement appel au sens du devoir national et républicain de la part de nos représentants, et doit interroger en profondeur le statut de nos élus.

Au-delà de l'état d'urgence sécuritaire, c'est bien l'état d'urgence économique et social qui s'impose à nous !

L'actualité ne doit pas occulter la crise économique et sociale qui frappe notre pays. De même, les drames de janvier et novembre 2015 ne sauraient se résumer au seul champ sécuritaire. L'horreur du 14 juillet 2016, à Nice, vient pointer du doigt, en profondeur et pour des causes sérieuses, un échec politique collectif en matière d'éducation, d'insertion, de politique de la ville, mais aussi d'emploi, d'immigration, de justice et, plus largement, de « vivre et faire ensemble ».

Devant ce gâchis, cette absurdité, ce manque d'intelligence, les Françaises et les Français ne rêvent que d'infliger à leur tour la plus grande gifle possible à la « classe dirigeante », au risque assumé de voir le FN arriver au pouvoir... mais sans en mesurer les conséquences.

Les électeurs considèrent que, depuis trente ans, leurs abstentions, leurs votes à répétition sont assez clairs et qu'ils ont suffisamment tiré le signal d'alarme.

Ils se résignent, regrettent de ne pas avoir été entendus, constatent l'absence de maturité de leurs dirigeants, à l'image de celle de leurs enfants lorsqu'ils font une bêtise.

Ainsi s'écrit l'histoire sous nos yeux, sans que quiconque puisse stopper cette vague de fond, ce

tsunami politique. Il n'est pour s'en convaincre que de croiser Marion Maréchal-Le Pen sur un « marché de pays », le 21 juillet 2016, à Saint-Chély-d'Aubrac : regard serein, tout est paisible, la vague pénètre en profondeur.

Cette union nationale, Jacques Chirac ne l'a pas faite en 2002 parce qu'il était prisonnier des partis. Il avait tout compris du principe d'accession au pouvoir, même s'il avait mis du temps pour y parvenir, à travers une méticuleuse stratégie.

Jacques Chirac a été le premier à dire qu'il faudrait supprimer les cabinets ministériels. Au lendemain du deuxième tour face à l'extrême droite, il a manqué ce grand rendez-vous avec l'histoire, cette concorde nationale de la troisième voie. Qu'en serait-il aujourd'hui dans une même configuration ? Cette concorde nécessaire serait-elle organisée ? Les partis politiques le permettraient-ils ?

La primaire est une formidable invention du Parti socialiste, puis des Républicains, pour redonner l'illusion démocratique... tout en restant contraire à l'esprit de la V^e République.

La révolution de la gouvernance viendra des territoires et de la société numérique

Désormais, il faut tenir compte de deux nouveaux paramètres, qui doivent d'ailleurs être envisagés comme deux opportunités tant ils sont prégnants.

PROPOSITIONS

Le premier : être à l'écoute des territoires et s'attacher à travailler les bassins de vie et les mécanismes décideurs.

Les décideurs locaux qui administrent et développent leurs territoires opèrent chaque jour ces arbitrages entre la droite et la gauche. Empreints de pragmatisme, ces choix permettent de rassembler. Ce premier paramètre est fondamental pour réformer les logiques des partis. La Réforme doit être issue des rangs de ceux qui sont aujourd'hui non pas aux responsabilités politiques, mais aux responsabilités opérationnelles.

Le second est totalement lié à l'ère du numérique. La télé-réalité et l'évolution du traitement de l'actualité par les journalistes le démontrent à chaque instant : plus nous multiplions les canaux de diffusion de l'information, rapides, efficaces, toujours extrêmement novateurs, plus nous sommes capables de faire sortir de l'ombre des idées, des propositions, des femmes et des hommes.

Si l'accès à la notoriété évolue, il peut prendre une forme spontanée et rapide qui s'oppose aux stratégies classiques, voire oligarchiques, des décideurs des grandes formations politiques. Finalement, ce qui fait trembler la classe politique est extrêmement rassurant pour la démocratie.

Emmanuel Macron, totalement inconnu du grand public il y a quelques années, jamais élu, mais choisi par François Hollande, a acquis une notoriété exceptionnelle grâce à une savante communication.